



# LE TEMPS DE LA RUPTURE...

## Communiqué de presse



« Vous n’y comprenez plus rien, nous non plus !

On ne vous a pas demandé votre avis, à nous non plus ! »

---

28 mai 2020

En complément du communiqué de presse du front commun syndical publié hier, la CSC-Enseignement en tant qu’organisation syndicale représentative des personnels de l’enseignement tient à marquer sa reconnaissance par rapport au travail accompli et à l’énergie déployée par les gens de terrain lors des premières phases de retour des élèves à l’école.

Aujourd’hui, les choses se sont précipitées. Nous avons été placés devant le fait accompli. C’est une rupture sur bien des points !

- **Rupture de la concertation** : alors que nous avons été consultés et associés aux premières réflexions, la reprise massive nous a été imposée !
- **Rupture de confiance** : les mesures prises sous la pression de « lobbies » vont accentuer la crise de confiance déjà existante entre les personnels de l’enseignement et le monde politique
- **Rupture de logique** : les mesures sanitaires et la protection de la santé de tous qui guidaient jusqu’ici l’ensemble des décisions passent à présent au second plan.
- **Rupture dans la cohérence** : aux recommandations des experts jusqu’alors analysées par le conseil national de sécurité et avalisées par le gouvernement selon un calendrier strict se substituent aujourd’hui des prises de décisions rapides et incompréhensibles suite à des sorties intempestives dans la presse.
- **Rupture dans les engagements** : le processus de déconfinement devait s’accompagner notamment d’une augmentation du nombre de tests jusqu’à 25 à 30.000/jour (annonce du CNS du 20 avril) et un tracing. Les informations à notre disposition en terme de réalisation ne sont pas convaincantes.

Nous avons toujours défendu un retour progressif à l’école dans des conditions sanitaires optimales. Nous aspirions à réinstaurer la confiance entre l’école et tous ceux qui la fréquentent (personnels, élèves, parents, ...) Pour cela, du temps et de la concertation étaient nécessaires. Pour cette dernière décision, on ne nous a accordé ni l’un ni l’autre.

Le monde politique devra assumer ses responsabilités. Il a pris des décisions qui rendront les conditions de travail dans les établissements ingérables et potentiellement dangereuses. Une fois de plus, et à juste titre, **LES MEMBRES DU PERSONNEL** n’ont pas été pris en considération et ne se sentent pas respectés.

La CSC-Enseignement restera attentive à l’évolution de la situation des établissements et accompagnera ses affiliés dans les difficultés qu’ils pourraient rencontrer.

Roland LAHAYE  
Secrétaire général